

RENS, Ivo (2018) : Ce qui compte vraiment. NICOLINO Fabrice (2017). Ed. LLL (Les Liens qui libèrent), 224 p. EAN13 9791020904713



L'auteur part du contraste existant entre la multiplication des nouvelles angoissantes pour l'avenir et la poursuite pour la plupart du train-train quotidien.

Il y a le basculement du climat, mais aussi la très grave crise de la biodiversité, l'érosion des sols fertiles alors que la population humaine approche des dix milliards, l'exposition des humains et de tout le vivant aux dizaines de millions de molécules nouvelles créées par la chimie de synthèse...

“Oui, il est vrai, et chacun le sait, que tout disparaît à vive allure. Les espaces, les espèces, la forêt, l'océan, l'éléphant, l'abeille, le requin, le papillon. Dans ces conditions, et sauf phénoménal sursaut, l'homme va connaître les heures les plus terribles de son existence terrestre. Y a-t-il de l'espoir ? Je le pense contre certaines évidences.”

Tel Don Quichotte, l'auteur entreprend de s'attaquer à cinq thématiques accablantes pour esquisser des pistes de sorties de crise requérant certes de l'espoir, mais aussi de l'imagination, de l'énergie et du courage. Nous reproduisons ci-après le titre de chacun de ces cinq chapitres, parfois elliptique mais toujours évocateur et stimulant.

Chapitre I. Et si les paysans et les grenouilles revenaient.

Fabrice Nicolino s'appuie ici sur une phrase trouvée dans l'ouvrage posthume du grand historien Fernand Braudel, décédé en 1985, intitulé *L'identité de la France* : “Le chambardement de la France paysanne est, à mes yeux, le spectacle qui l'emporte sur tous les autres, dans la France d'hier et, plus encore, d'aujourd'hui.” De fait, la France de 1945 comportait 10 millions d'actifs agricoles sur une population de moins de 40 millions, en métropole, et celle de ce début de XXI^e siècle n'en compte plus qu'un demi-million. L'industrialisation de l'agriculture imposée par un très petit nombre de décideurs a transformé les paysans en “exploitants agricoles”, assujettis à un endettement permanent pour se doter des machines agricoles imposées par la concurrence.

L'industrialisation de l'agriculture a transformé le paysage de la France rurale, elle a entraîné la désertification des villages, elle a aussi créé des nuisances inconnues jusque là, comme l'invasion du littoral breton par des algues dont la prolifération est due au lisier du bétail cloîtré et des engrais chimiques. La gabegie se double d'une tragédie tant le sort des agriculteurs s'est dégradé. Les coûts “externalisés” et donc cachés de l'industrialisation de l'agriculture sont supportés par les collectivités publiques qui sont à l'origine d'une “tornade de subventions” et cela pour la production de denrées de mauvaise qualité car gorgées de poisons.

Mais en riposte à cette dégradation, une agriculture bio est née et a progressé dernièrement en multipliant par cinq sa production en cinq ans. En réalité, c'est dans cette direction que réside l'espoir. Et l'auteur d'imaginer un “conclave” qui durerait des mois pour obtenir le consensus de la majorité des agriculteurs qui décideraient de réduire leur recours aux pesticides et se verraient attribuer des subventions inversement proportionnelles à la quantité de pesticides qu'ils utiliseraient encore. Cet accord historique serait conclu pour une

durée de vingt-cinq ans au terme de laquelle l'agriculture française achèverait sa révolution de désindustrialisation.

Chapitre II. Restaurer l'antique beauté du monde.

Comme l'indique le titre, dans ce chapitre l'auteur se veut tout à la fois réaliste et utopiste car, sans un rebroussement de l'histoire récente, l'humanité est perdue ainsi d'ailleurs qu'une bonne partie du vivant.

Déjà, à considérer le seul changement climatique, un article de Johannes Lelieveld du Max-Planck Institut, paru au printemps 2016 dans la revue *Climatic Change*, établit qu'un bande de terre allant du Maroc à l'Iran, en passant par l'Algérie, La Libye, la Palestine, Israël, le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Arabie Saoudite est en train de devenir inhabitable, et qu'elle le sera, *rebus sic stantibus*, au courant de ce siècle. Chassées de leurs pays par une température de 50°C le jour et plus de 30°C la nuit, plus d'un demi-milliard de personnes tenteront de s'installer en Europe. La cause fondamentale de la dérive climatique réside dans l'industrialisation. Et cette dernière ne s'est mondialisée qu'après la IIe Guerre mondiale. L'origine peut en être retracée dans le discours que prononça le Président Truman le 29 janvier 1949, lorsqu'il annonça un programme concernant l'aide à apporter aux "pays sous-développés". S'appuyant sur le livre de Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, l'auteur estime que le mythe du développement par l'industrialisation est la cause fondamentale non seulement de la dérive climatique, mais de l'effondrement de tant de nos écosystèmes, comme le relate le rapport commandé par les Nations Unies en 2000 et publié en 2005 sous le titre *Evaluation des écosystèmes pour le millénaire*.

De cet effondrement en cours, l'auteur donne plusieurs exemples. Nous n'en citerons qu'un, celui du Nil, particulièrement en Egypte qui "est un peu notre ancêtre à tous". Le haut barrage d'Assouan, construit avec l'aide de l'Union soviétique entre 1960 et 1970, a singulièrement accéléré la dégradation de l'écosystème millénaire du pays. Certes, le barrage d'Assouan donne l'électricité qu'on en attendait et régularise le débit du fleuve. Mais il retient les limons qui sont à l'origine de la fertilité proverbiale de la vallée et du delta, ce qui a conduit les paysans à recourir aux engrais de synthèse, puis aux pesticides, ce qui a dégradé et pollué les sols. "Tous les connaisseurs du dossier savent que le Nil, de miracle, est devenu en cinquante ans une menace de mort... La vérité du Nil, c'est qu'il est à l'agonie."

Est-ce à dire qu'il faut se résigner ? En aucun cas ! L'auteur cite plusieurs exemples de contre-attaques victorieuses. Ici, à nouveau, nous n'en citerons qu'un, celui de la ferme de 700 hectares du photographe Sebastião Salgado et de sa femme Lélia, au Brésil, dans l'Etat de Minas Gerais. Cette ferme est située dans ce qui fut l'un des plus beaux écosystèmes de la Planète, la Mata Atlântica, une forêt tropicale humide le long de l'Océan qui, "avant que ne débute la destruction du monde" couvrait probablement 1'290'000 km², mais dont il ne reste que 90'000 km². Le *pater familias* Salgado y avait pratiqué l'élevage, ce qui l'avait conduit à pratiquer la déforestation de son exploitation qu'il a finalement vendue alors qu'elle était écologiquement ruinée. Son fils Sebastião et sa femme Lélia ont racheté cette ferme dans le but de la faire revivre, mais sur d'autres bases. Pour ce faire, ils ont dû recourir à l'Instituto Terra, au lancement d'une souscription internationale et à une pépinière chargée de recueillir des graines dans un rayon de 200 kilomètres. Ils ont planté deux millions et demi d'arbres de 300 espèces différentes. Tout n'est pas réparé, ni réparable. "Il n'empêche. Les oiseaux sont revenus – on recense près de 200 espèces –, de même que le caïman et les singes, sans compter le seigneur des lieux, *o jaguar*."

Entreprendre le sauvetage de l'écosystème de la planète, c'est-à-dire de la biosphère, nécessitera la mobilisation d'une immense force de travail et des ressources financières considérables. Il existe dans les pays dits du sud une force de travail inemployée ou sous-employée de l'ordre d'un milliard d'individus.

Pour ce qui est des ressources financières, l'auteur rappelle que, lors du dernier krach, "entre octobre 2008 et octobre 2011, la Commission européenne a approuvé environ 1'500 milliards d'euros d'aides d'Etat en faveur des établissements financiers, ce qui équivaut à 37% du PIB de l'UE." Cet exemple montre bien que les fonds existent et qu'ils peuvent être mobilisés. "Il faudra bien s'emparer, pour le bien commun et la survie collective, d'une fraction de ces milliers de milliards d'euros de l'économie financiarisée qui ne font que détruire chaque jour un peu plus les équilibres vitaux. En somme, mon projet, si j'ose l'appeler ainsi, consiste à saisir une partie des sommes volées à notre avenir d'humains." Le salut "passe nécessairement par un hold-up géant au détriment des abrutis qui jouent le destin des hommes à la Bourse."

A qui confier la gestion de ces fonds ? L'auteur pense, bien sûr, à l'ONU. Mais cette institution et ses agences, telle l'OMS et la FAO, sont tellement gangrénées par les lobbies industriels qu'il n'est pas sûr qu'elles soient à même de gérer le fonds planétaire de restauration issu de ce "hold-up". Il pense aussi à l'ébauche d'un monde tout autre qu'incarne le réseau mondial paysan appelé Via Campesina qui regroupe 164 organisations de 75 pays et auquel appartient en France la Confédération paysanne.

A ceux de ses lecteurs qui trouveraient ses propositions démentielles, Fabrice Nicolino répond : "Attendre la fin du monde, qui ne peut se concevoir sans guerre de tous contre tous ? Ou bien tenter la voie du courage ? Cette pointe de folie que je revendique est la seule capable de nous sauver encore."

Chapitre III. Ce qu'est un seul siècle pour la mer.

L'industrialisation a eu sur la pêche des conséquences peut-être encore plus catastrophiques que sur l'agriculture. En un siècle, et parfois en quelques dizaines d'années seulement, une zone abondamment peuplée de diverses espèces peut être pratiquement dépeuplée. L'auteur a pris la peine d'embarquer sur un chalutier à Dakar pour se rendre compte des modalités de la pêche industrielle. "Il s'agissait – écrit-il – de repérer sur écran, via un satellite, un banc de thons et de s'en approcher." On est loin des pratiques rapportées par Pierre Loti en 1886 dans *Pêcheur d'Islande*.

Certains chalutiers sont des usines flottantes. A la fin des années 1990, un chantier naval norvégien a construit un chalutier géant long de 144 mètres, l'*Atlantic Dawn*, devenu l'*Annelies Lena*, pouvant pêcher 400 tonnes de poisson par jour – près de 700 selon d'autres sources – et en rapporter au port en un seul voyage 7000 tonnes. "C'est grossièrement ce que 7000 petits pêcheurs africains peuvent prendre en une année complète. Ou encore de quoi nourrir près de 300'000 Sénégalais. Sans compter les 70 à 80 % de prises accessoires, non rentables sur le marché et aussitôt rejetées en mer." Mais il y a encore plus grand : le Lafayette devenu Damanzihao mesure 228 mètres de long et il est capable de rapporter 14'000 tonnes de poisson à la fois.

Fabrice Nicolino a eu la chance de rencontrer un ancien directeur d'une école de plongée sous-marine de Dakar du nom de Haïdar El Ali qui, lors d'une plongée, fut témoin d'un cas de pêche à l'explosif qu'il eut l'occasion de filmer, ce qui fit de lui un défenseur de la mer qui se chargea de sensibiliser les Sénégalais à la préservation des ressources halieutiques. En 2012, Haïdar devint ministre de l'Ecologie et de la Protection de la nature, puis ministre de la pêche et des Affaires maritimes. "Le 4 janvier 2014, un rafioteur des

modestes garde-côtes sénégalais approche d'un majestueux chalutier russe de 120 mètres de long, l'Oleg Nydenov. Ses hommes montent à bord et demandent aux Russes de venir mouiller dans le port de Dakar, car il pêche illégalement dans les eaux territoriales du Sénégal." Les Russes refusent d'abord, mais sont obligés de s'exécuter après l'intervention d'un deuxième patrouilleur sénégalais. Arrivé à Dakar, le navire russe fut empêché de repartir.

S'ensuit une crise diplomatique entre le Sénégal et la Russie. Haïdar décide alors de faire appel "au pirate écologiste le plus célèbre au monde, Paul Watson de *Sea Shepherd*, l'association d'écologie marine dite du Berger de la mer. Watson promet de prêter au Sénégal, pour de longs mois, un navire de surveillance côtière." Au terme de difficiles négociations, le navire russe fut autorisé à quitter le Sénégal, mais après avoir acquitté une amende de près d'un million d'euros. Et l'auteur de citer l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) qui "a calculé que ce pays pauvre perdait chaque année 230 millions d'euros à cause de la pêche illégale." En réalité la pêche industrielle est une guerre d'extermination contre les espèces dont dépendent les populations des pays jouxtant l'Atlantique.

Ce n'est qu'en juillet 2013 que *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* révélèrent le contenu d'un Rapport de la Cour des comptes de 2010 consacré aux subventions françaises à la pêche entre 2000 et 2009. "En 2008, les aides publiques ont atteint un milliard d'euros pour un chiffre d'affaires du secteur de 1,2 milliard d'euros. Et quatre fois le résultat net des entreprises de la pêche. Encore les magistrats de la Cour des comptes s'en sont-ils tenus aux subventions de l'Europe et de l'Etat français, incapables qu'ils étaient d'apprécier l'insondable manne octroyée par les collectivités locales, qualifiées de « trou noir »."

En passant, Fabrice Nicolino se démarque de Jean-Luc Mélenchon qui avait déclaré : "La mer est notre nouvel espace de réussite et d'exploits scientifiques et techniques ! C'est ma proposition." Il accuse Mélenchon d'adhérer à l'industrialisation de la pêche et d'être aveugle à ses dégâts.

Le chapitre s'achève par une contestation des estimations de zones surpêchées selon la FAO. Cette agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui a constamment misé sur l'industrialisation de la pêche publie chaque année un Rapport annuel sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture fondé sur les seules déclarations officielles des Etats membres. Or, les données fournies par certains de ces Etats dont la Chine ne sont manifestement pas fiables du tout. L'auteur donne sa préférence à une étude que Daniel Pauly et Dirk Zeller ont publiée en 2016 dans la revue *Nature Communications* autrement plus inquiétante que les estimations de la FAO. "En 2010, les pêcheurs de la planète n'auraient pas capturé 77 millions de tonnes, comme annoncé, mais 109 millions de tonnes ! Un écart de 30 %." Il en résulte que, si le rythme de pêche industrielle se poursuit, l'effondrement de nombre de zones de pêche est inéluctable.

"On a le droit, et je le prends ici, d'imaginer une coalition mondiale prenant de la force de mois en mois, qui réclamerait la fin immédiate de toute subvention au crime. Qui lancerait l'idée, fatalement très minoritaire au début, d'un boycott de tout poisson pêché par un chalutier de plus de 12 mètres de longueur. Je ne me prétendrai jamais spécialiste, et cette limite peut aisément être changée pour une autre. L'important, le crucial, c'est de commencer à dire non par milliers, puis par millions, à cette marche vers l'abîme, qui est en fait une marche vers les abysses, où nous périrons tous noyés."

Chapitre IV. Ces si nombreuses larmes d'eau douce.

L'eau vive, offerte par la nature, a fait place à l'eau industrielle dont la production est, en France, *de facto* monopolisée par trois transnationales : Veolia, Suez-Lyonnaise et la Saur.

L'auteur met cette production en relation avec la domestication plus ou moins aboutie des fleuves, notamment de la Loire et du Rhône, ... et celle de nombreux mairies de grandes et petites villes, tributaires des transnationales. Il initie le lecteur aux techniques de la fabrication de l'eau potable. Où qu'elle soit prélevée, l'eau est soumise à un "grand hachoir physico-chimique" qui compte plusieurs étapes : "dénitrification par usage de résines échangeuses d'ions", ultrafiltration puis nanofiltration par membranes ou par osmose inverse, et nettoyage au chlore, substance qui a la singularité de réagir fortement au contact avec toute matière organique. De cette étape résultent quantités de molécules diverses nommées SPC, sous-produits de la chloration tant elles sont multiples et variables.

"Je citerai deux SPC qui, à la différence de la plupart des autres, sont (un peu) étudiés : les trihalométhanes (TMT) et les acides haloacétiques (AHA). Les premiers comme les seconds peuvent conduire chez l'animal – on attend encore les études chez l'homme -, à des cancers, et sont toxiques pour le fœtus."

Depuis des années, Fabrice Nicolino boit l'eau en bouteille de plastique nonobstant ses préventions contre le plastique "tiré du pétrole, si coûteux à fabriquer et à détruire, si plein de toxicité".

Suit la présentation de trois contre-exemples. Le premier est celui d'un plan hydroélectrique pharaonique lancé en Espagne en l'an 2000 qui projetait la construction de 118 grands barrages et de 863 infrastructures dont des canaux, des ponts et des réservoirs, visant notamment à irriguer l'Andalousie. Toutefois, ce plan fut vigoureusement combattu et officiellement abandonné en 2005. Le second est celui, plus démentiel encore, qui est en cours "dans la Chine totalitaire" où, en vingt ans, 27'000 rivières ont tout simplement disparu. Le troisième est celui enduré par les deux millions d'habitants de Gaza où "les analyses de l'eau « potable » montrent des concentrations effarantes de polluants majeurs".

Viennent ensuite trois exemples, à première vue, très inattendus que l'auteur présente comme des modèles de ce qui pourrait être fait ailleurs.

Le premier est celui de la ville de Freising, en Bavière, au nord de Munich, pourtant une région très à droite et même un haut lieu du conservatisme. "En 1990, les zones de captage où l'on puisait l'eau destinée à la consommation affichaient des taux de nitrates qui dépassaient la limite légale de 50 mg par litre ... (et) on s'approchait également de la limite autorisée pour les pesticides. Contre toute attente, la municipalité ne choisit pas la voie technique, mais décide de s'attaquer au fond du problème. En passant un contrat avec les agriculteurs de son territoire. L'histoire est passionnante, mais un peu trop longue. En deux mois, 95% des agriculteurs ont accepté de modifier leurs pratiques – moins d'engrais et de pesticides, assolement, mise en place d'un couvert végétal toute l'année – en échange de généreuses subventions. La ville paie 90'000 euros par an, mais bien moins que si elle avait dû abandonner, ce qui était inévitable, le puits de captage pollué. La réussite est là, avec un taux de nitrate divisé par deux et toujours orienté à la baisse."

Le second n'est autre que Munich – qui curieusement devrait être le premier car il est de dix ans antérieur à celui de Freising – et le troisième est celui de New-York, métropole de dix millions d'habitants. Dans ces trois villes on boit une eau non traitée !

Selon l'auteur, sous l'emprise de sa technocratie et du syndicat des agriculteurs industrialisés, la FNSEA, la France, hélas, tourne le dos à ces exemples en violant

impunément jusqu'ici une directive de l'Union européenne. "Mon pays, mon pauvre pays perdu laisse mourir avec autant de légèreté la Camargue et le Marais poitevin – nos deux grandes zones humides survivantes –, abandonne aux pollutions extrêmes la fantastique nappe phréatique d'Alsace – l'une des principales réserves d'eau douce en Europe –, tolère que les sédiments du Rhône et de quantité de rivières soient gorgés de PCB – l'un des poisons chimiques les plus difficiles à éliminer..."

Le chapitre s'achève sur une évocation nostalgique de la Grèce antique, celle qui fêtait les nymphes et les naïades, évocation qui amorce la conclusion que voici.

"La seule voie encore ouverte, entrouverte, nous la connaissons tous. Il ne faut plus polluer aucune source d'eau. Et, avant cela, pour y parvenir, il faut considérer toutes les eaux de la Terre, douces ou salées, comme intouchables. Donc, décréter qu'il y a crime dès lors qu'il y a dégradation. Ce qui n'arrivera que lorsque notre culture de l'eau et de la vie aura écrasé à jamais les basses valeurs industrielles de la destruction. L'industrie de l'eau vit de son empoisonnement. Je propose qu'à l'avenir aucun procédé industriel ou agricole d'aucune sorte ne puisse exister s'il enfreint cette règle absolue : on ne salit pas l'eau dans laquelle baigne notre passé comme notre avenir.

En attendant, l'eau, leur eau, est morte."

Chapitre V. Vivre enfin avec nos frères lointains.

Plutôt que de présenter les différents tableaux de la condition animale que nous dépeint l'auteur, rapportons l'excellent résumé qu'il en fait lui-même en tête de ce cinquième chapitre.

"Nous partageons le même arbre généalogique. Les animaux, quoiqu'on en puisse dire, c'est la famille. Or nous les traitons comme de la chair à saucisse, nous les affamons, nous les brûlons, nous les torturons. Comme nous l'avons fait aussi avec des hommes aussi humains que nous. Le retour du loup en France nous donne la chance historique de faire mieux qu'autrefois. Y arriverons-nous ? Oui, à condition de nous battre."

En réalité, Fabrice Nicolino estime que la condition animale a considérablement changé au cours de l'histoire. Dans l'Égypte antique, les animaux étaient valorisés. Ensuite leur sort s'est dégradé. Mais la condition animale n'a jamais été pire que dans les sociétés industrielles. Il fait sienne la pensée de Tolstoï : "Tant qu'il y aura des abattoirs, il y aura des champs de bataille."

Les pesticides ont décimé non seulement les populations d'insectes, y compris nos précieuses abeilles, mais nombre d'oiseaux. "Le printemps est devenu silencieux, comme l'écrivait Rachel Carson, mais qui tend l'oreille peut entendre le cri de désespoir de centaines de millions de sacrifiés." Moins audibles et moins visibles, le ver de terre, cet assistant bienveillant du paysan, se fait, lui aussi, de plus en plus rare.

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) tient une Liste rouge des espèces menacées qui interpelle le genre humain. Mais l'auteur fait observer que le nombre d'individus parmi les oiseaux non menacés est lui-même en voie d'effondrements. 70% des oiseaux marins ont disparu. Il en va de même dans quantité d'autres espèces.

Tout aussi affligeante est la violation flagrante de la protection juridique accordée par la France à certaines espèces, conformément à un traité international. C'est le cas du blaireau, outrageusement chassé dans des conditions particulièrement sinistres et, bien sûr, du loup qui avait disparu de France entre les deux guerres après y avoir séjourné pendant des millions d'années. Comment espérer pouvoir empêcher la disparition de l'éléphant

d'Afrique, le tigre de l'Inde et les requins des océans si on renonce à protéger le loup et en France ?

Curieusement, l'espoir que dévoile Fabrice Nicolino sur nos relations avec les animaux ne se trouve pas dans ce cinquième chapitre mais dans la Conclusion de son livre. "Oui, les animaux sont une clé. Il n'est que temps de leur offrir un statut digne de leur intelligence, de leur élégance, de leur incomparable présence au même monde que le nôtre. En leur accordant des droits ? Mais pardi, évidemment !" Pour ce faire, il s'appuie sur l'avis de trois philosophes : Pythagore, il y a 2'500 ans, Plutarque, il y a 1'900 ans et Florence Burgat, l'auteur notamment de *Animal, mon prochain*, paru en 1997, dont toute l'œuvre est consacrée à nos relations avec les animaux. "Mon sentiment profond est que, inéluctablement, raisonnables ou pas, les animaux finiront par obtenir des droits reconnus par tous les pays du monde."

Conclusion

"Bien entendu, tout ce que je viens d'écrire est fou..." écrit Fabrice Nicolino au début de sa conclusion. Mais, c'est la folie industrialiste de l'humanité qui nous a conduit à notre époque où tout ne peut manquer de basculer. Le lecteur qui s'attendait à voir l'auteur condenser son message, lequel est aussi un appel, risque d'être quelque peu décontenancé par la multiplicité des thèmes abordés dans cet épilogue. Nous nous limiterons ici à résumer le second des deux thèmes principaux, sans revenir sur celui concernant les droits des animaux que nous venons de traiter.

Etant à la recherche d'"accélérateurs de conscience" pour faire face aux échéances écologiques imminentes, l'auteur relate les circonstances dans lesquelles, lui le mécréant assumé, avait été amené à co-éditer avec un prêtre catholique dix numéros d'une revue religieuse trimestrielle qui toutefois portait en sous-titre "Ensemble face à la crise écologique". Il juge miraculeuse l'encyclique *Laudato si* "sur la sauvegarde de la maison commune", publiée par le pape François en 2015. "L'Eglise catholique a beaucoup de choses à se faire pardonner parmi lesquelles de grands massacres –" mais si elle reste fidèle à son virage écologique...

Je terminerai ce compte rendu par quelques remarques critiques sur cet ouvrage. Le style, tout d'abord, en est toujours leste, parfois superbe. Fabrice Nicolino, qui avait publié en 2009 *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde*, se trouve significativement à la confluence de l'écologie politique et du mouvement animaliste mondial.

Cela dit, je m'étonne qu'il ne dise pratiquement rien de la problématique électronucléaire, particulièrement préoccupante en France ; avec un parc de centrales vieillissantes ce pays est toujours plus à la merci d'un accident majeur ; au surplus son projet d'enfouissement à des centaines de mètres sous terre des déchets radioactifs est considéré par nombre de scientifiques indépendants comme annonciateur d'une pollution radiologique définitive d'un immense territoire. De fait, c'est toute la problématique énergétique qui est absente du livre. Enfin, je regrette que l'auteur ne dise pratiquement rien des relations internationales, minées par des guerres continues, dont on peut craindre qu'elles ne débouchent demain sur la "der des der". En effet, la paix mondiale nous importe vraiment aussi.

Il n'en reste pas moins que ce livre de Fabrice Nicolino constitue un apport constructif précieux à la réflexion politique à une époque où les idéologies bégayent entre la reprise de formules périmées et les mirages du néolibéralisme. Je ne puis qu'en recommander vivement la lecture.

Conditions d'utilisation : ce texte peut être utilisé et partagé aux conditions suivantes :

- créditer l'auteur(e)
- fournir le lien du texte sur le site de la Fondation
- ne pas l'utiliser à des fins commerciales.